

Antoine Mariotti

LA HONTE DE L'OCCIDENT

Les coulisses du fiasco syrien

Tallandier

© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com
ISBN : 979-10-210-4842-3

À mon père, Pierre.
À mon Alexandre.

Avant-propos

C'est une histoire que tout le monde pense connaître. Une histoire en apparence simple : des Syriens « lambda » ont voulu se soulever contre un despote qui les massacrait.

Un résumé très proche de la vérité, mais la révolution syrienne, devenue guerre, est un roman à tiroirs d'une complexité sans nom. Et tout n'a pas été dévoilé.

Ce livre tente de décrypter ce qu'il s'est réellement passé : comment le sort de la Syrie a été scellé à Moscou, Washington, Téhéran ou encore Paris, et non à Damas, Homs ou Alep ; comment nos dirigeants ont pris leurs décisions, souvent contre l'avis de leurs spécialistes et l'œil rivé sur les enquêtes d'opinion ; comment les services de renseignement occidentaux ont joué leur partition ; comment l'opposition en exil et les experts ont induit les Occidentaux en erreur ; comment cette opposition modérée s'est délitée au fil des ans ; et pourquoi, contrairement aux apparences, la Russie n'est pas totalement maître du jeu en Syrie. En somme, pourquoi Bachar el-Assad est toujours au pouvoir alors que l'on nous promettait sa chute imminente il y a dix ans.

Je suis journaliste à France 24 depuis onze ans et travaille sur le Moyen-Orient depuis une quinzaine d'années. Avant de passer trois ans comme correspondant à Jérusalem, où je gardais un œil attentif et continuais à couvrir en partie le dossier syrien, je suis allé à plusieurs reprises en Syrie (à Damas,

Homs et Lattaquié) depuis le début du conflit. Et s'il y a eu de très nombreux livres sur le sujet, il manquait une enquête, un livre qui part à la rencontre des acteurs du conflit et ne se contente pas de l'analyse d'un chercheur installé en Occident, d'un témoignage d'un opposant ou d'un réfugié, d'un livre historique qui revient sur le règne des Assad depuis 1970... Tous ces ouvrages sont bien entendu très intéressants individuellement mais ils n'expliquent pas pourquoi Assad a gagné la guerre. Certes, il l'a gagnée sans avoir de quoi être fier et grâce à l'appui de la Russie et de l'Iran, mais il l'a gagnée tout de même. Et les grandes puissances se sont ridiculisées. Elles en ont même parfois subi directement les conséquences sur leur territoire, comme lors des attentats en France et en Belgique.

J'ai commencé cette enquête de plusieurs années, seul, en m'appuyant au départ sur ce que j'avais vu et entendu lors de mes reportages, puis, surtout, en allant interroger une centaine d'acteurs de tous bords. Car ne donner la parole qu'au régime et aux Russes donnerait une vision biaisée, mais se contenter de l'avis des Français et des Américains, comme on l'a trop souvent fait, n'est pas plus objectif et n'aide en rien à comprendre. Je voulais donc avoir une vue d'ensemble. J'ai mené ces interviews en Syrie, en France, aux États-Unis, en Suisse, en Belgique, en Iran et ailleurs. Je n'ai interrogé que des acteurs du conflit. On a déjà bien assez entendu les observateurs. Il me paraissait primordial de revenir à un travail de journaliste en me concentrant sur les faits, sur ce qu'il s'est passé très concrètement à certains moments clés pour mieux comprendre comment, pourquoi et dans quel contexte les décisions les plus importantes ont été prises. J'ai donc interrogé chefs d'État et de gouvernements (François Hollande notamment), ministres, conseillers, diplomates, agents de renseignement, militaires, opposants et membres du pouvoir syrien, envoyés spéciaux de l'ONU, etc. ; des

acteurs des premier et deuxième cercles issus de nombreux pays dont la Syrie, la Russie, les États-Unis ou la France. La plupart d'entre eux ont souhaité rester anonymes parce que leurs fonctions ne leur permettent pas de s'exprimer à visage découvert. Ils ont donc contourné les règles pour accepter de témoigner.

J'ai aussi été personnellement non pas acteur mais témoin de certains événements de ce conflit. Lors du fameux épisode des attaques chimiques d'août 2013 dans la banlieue de Damas, par exemple, mon collègue Patrick Hermansen et moi-même étions les seuls journalistes français présents à Damas. Notre voyage en Syrie était prévu depuis plusieurs semaines, mais le hasard a fait que nous y sommes entrés le lendemain. Alors que des centaines de journalistes français et internationaux patientaient au Liban voisin dans l'attente d'un visa syrien pour couvrir cet événement dont le monde entier parlait, nous avons donc passé dix jours à Damas et dans sa banlieue à rencontrer la population et les représentants du régime de Bachar el-Assad. En 2015, j'étais également en Syrie avec des députés français lorsque Vladimir Poutine prit le monde par surprise en annonçant le déploiement militaire russe immédiat dans le pays. Mon travail a consisté à assembler toutes les pièces de ce puzzle et tenter de vérifier et revérifier autant que possible les allégations des uns et des autres.

Ce livre n'est pas un énième ouvrage ou analyse sur la Syrie. Il vous emmène là où cela s'est passé, notamment à Damas au début du conflit, mais aussi dans les coulisses de la Maison-Blanche et de l'Élysée, dans les couloirs du département d'État et du Quai d'Orsay. Il raconte comment l'ambassadeur de France à Damas apportait clandestinement de l'aide humanitaire et financière aux opposants syriens ; pourquoi le représentant américain s'est retrouvé par hasard au milieu

d'une manifestation de l'opposition à Hama ; comment les ambassades française et américaine ont été prises d'assaut par des sbires du régime ; comment Nicolas Sarkozy a contraint François Hollande à « bouger » en plein été 2012 sur le conflit syrien ; comment les responsables politiques en Europe ou à Washington ont refusé d'entendre ce que disaient leurs diplomates et leurs espions sur le terrain ; comment ces ministres et chefs d'État ont inventé une chute dite « imminente » de Bachar el-Assad ; comment la DGSE a exfiltré par la mer un cadre du programme chimique syrien pour le ramener à Paris et le faire parler ; comment des espions français se sont fait piéger et emmener presque de force en Syrie, au cœur de la capitale ; comment Barack Obama a décidé de faire marche arrière contre l'avis de tous ses conseillers et de renoncer aux frappes militaires après les attaques chimiques d'août 2013 ; comment John Kerry négociait tant bien que mal avec son homologue russe, mais sans le soutien de la Maison-Blanche ; comment la France a mené des frappes aériennes sur des cibles fictives après des attentats sur son sol ; comment Donald Trump a envoyé ses avions de combat détruire des positions syriennes ; pourquoi Emmanuel Macron a « savonné » un sommet inter-Syriens que Moscou tentait de mettre sur pied...

Ce livre raconte pourquoi la Syrie est dans cet état si désastreux dix ans après le déclenchement de la révolution.

CHAPITRE 1

Un printemps à retardement

Le 15 janvier 2011, Robert Ford débarque à Damas. C'est le premier ambassadeur américain à s'installer en Syrie depuis l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri en 2005, imputé au pouvoir syrien. Hillary Clinton, la secrétaire d'État américaine, a plaidé depuis début 2010 auprès de Barack Obama pour rouvrir l'ambassade. L'ancienne Première dame veut avoir des yeux et des oreilles sur le terrain et être en position de passer plus facilement des messages. Pour Washington, la Syrie est toujours un État qui soutient le terrorisme. Un porte-parole du département d'État met d'ailleurs en garde : cette nomination n'est pas une « récompense » pour les Syriens. Mais, à Damas, un membre de l'ambassade estime que le message est clair : « L'administration Obama montre qu'elle veut travailler avec la Syrie, même si nous ne sommes pas d'accord sur tous les sujets¹. »

Au moment où Robert Ford pose ses valises dans cette ambassade un brin vétuste, le printemps arabe occupe déjà la une de l'actualité. La veille de son arrivée, le dictateur tunisien Zine el-Abidine Ben Ali a fui son pays. Le nouvel ambassadeur et ses équipes sont « scotchés » toute la journée devant Al-Arabiya, Al-Jazira et les autres chaînes d'information en continu de la région. Ils surveillent l'évolution de la situation dans ces pays pas si éloignés... Les diplomates occidentaux

ne sont pas les seuls dans ce cas. La population syrienne, elle aussi, est rivée devant sa télévision, notamment Al-Jazira, et suit en continu les événements à Tunis.

Mais la Syrie n'est pas la Tunisie. « La parole se libère – prudemment, car la chape de plomb sécuritaire est là –, mais on perçoit quand même qu'il se passe quelque chose », confirme Éric Chevallier, l'ambassadeur de France à Damas².

Moins de dix jours après son arrivée, Robert Ford est reçu au palais présidentiel. Première rencontre avec Bachar el-Assad à qui il doit remettre ses lettres de créances. En Égypte, Hosni Moubarak, lâché par son armée, vient à son tour d'être chassé du pouvoir par la rue. C'est le deuxième despote de la région à tomber en moins de deux semaines. Curieux de savoir si l'écho du printemps arabe va parvenir jusqu'en Syrie, Ford interroge le président syrien : « Êtes-vous inquiet de voir ce qu'il se passe en Afrique du Nord arriver également ici ? » Assad balaye sans hésiter toute inquiétude d'un revers de la main : « Non, non ! Mon peuple m'aime parce que je mène la résistance contre Israël. »

Le président syrien, très sûr de lui, le clame également publiquement dans un entretien accordé au *Wall Street Journal* le lendemain : « Vous devez changer de point de vue et vous demander pourquoi la Syrie est stable, alors même que nous nous trouvons dans un contexte plus difficile. L'Égypte a été soutenue financièrement par les États-Unis, alors que nous subissons un embargo de la plupart des pays du monde. [...] Malgré tout cela, notre peuple ne se soulève pas. Il ne s'agit pas seulement des besoins de base ou de réforme. Il s'agit d'idéologie, de vos convictions, de la cause que vous défendez. Il existe une grande différence entre le fait de défendre une cause et un vide idéologique³. »

Sur place, des diplomates occidentaux échangent avec des représentants du pouvoir. Leurs interlocuteurs sont convaincus

que si Moubarak est tombé, c'est parce que l'Égypte a des accords et des relations avec Israël et que la rue arabe ne peut le supporter. Pensée bien naïve tant l'économie et le coût de la vie ont joué un rôle majeur dans le déclenchement de ces révolutions.

La révolte syrienne met du temps à se mettre en place. Pas le moindre soubresaut n'a émaillé la Syrie à ce stade. L'opposition tente d'organiser quelques marches. Les premiers appels à manifester sont lancés sur les réseaux sociaux dès le 4 février. Mais ils ne sont pas suivis et bien souvent étouffés dans l'œuf par les services de renseignement. Pour ne rien arranger, il pleut beaucoup à Damas en ce début 2011. Et les températures sont très basses. Le mouvement ne prend pas.

Aucune censure sur le printemps arabe n'est mise en place. Les événements de la place Tahrir en Égypte passent en boucle à la télévision syrienne sans la moindre restriction. Le pouvoir syrien ne se sent manifestement pas inquiété. Il décide même de ne plus interdire l'usage de Twitter, Facebook et YouTube. Mais si, au premier abord, cela peut apparaître comme un gage de sérénité, ces réseaux sociaux sont aussi un très bon outil de surveillance pour les services de renseignement. C'est par eux que sont passés les révolutionnaires tunisiens ou égyptiens pour s'unir et faire tomber leurs dirigeants. Les autorités syriennes en sont parfaitement conscientes.

PREMIER SOUBRESAUT

Quelques semaines plus tard, un premier événement attire l'attention. Il n'y est pas encore question de printemps arabe, mais, le 27 février, une manifestation éclate en plein cœur de la capitale. Des policiers viennent de frapper violemment

un jeune à moto. Selon le site d'information All4Syria, basé à Dubaï et cité par l'Agence France-Presse, il s'agit du fils d'un commerçant.

Les protestataires ne clament aucun slogan antirégime, mais s'en prennent verbalement à la police. Pour la première fois ou presque, une partie de la population se mobilise et se rassemble dans la rue, faisant fi de la chape de plomb sécuritaire qui règne sur le pays et qui peut à tout moment dégénérer en répression violente. « Le peuple syrien ne sera pas humilié. Nous voulons que ces policiers soient traduits en justice ! » scandent les manifestants.

Des militants des droits de l'homme préviennent immédiatement les diplomates de l'ambassade américaine : « Il y a des vidéos, c'est sur YouTube, vous pouvez le voir vous-même. Cherchez sur Internet ! » Amy Tachco, la responsable de la section politique, se précipite sur son ordinateur. Robert Ford découvre les images en même temps qu'elle. Les Américains sont extrêmement surpris de voir pour la première fois des centaines de personnes se rassembler en plein cœur de Damas. Du jamais-vu !

Le ministre de l'Intérieur Mohammed Ibrahim al-Chaar quitte son bureau et se rend sur place. Il demande aux manifestants de rentrer chez eux et promet que les policiers responsables seront punis. Le rassemblement, qui aura duré trois heures, se disperse dans le calme. L'ambassadeur américain alerte immédiatement Washington : « Il n'y a eu aucune violence. On a envoyé un rapport au département d'État en leur disant : "Le printemps arabe est en route et va arriver ici aussi. On ne sait pas quand mais quelque chose va se passer et mettre le feu aux poudres. Un abus de la sécurité ou quelque chose de similaire." Comme ce qui avait déclenché la révolte en Tunisie et s'est étendu en Égypte⁴. »

À Washington, le département d'État, focalisé sur les crises dans ces deux pays, ne répond pas au message. Mais l'équipe Syrie de la diplomatie américaine garde un œil ouvert. Du côté de l'ambassade de France, en revanche, on regarde ce très bref soulèvement comme un « moment d'exaspération sur un cas particulier ». Rien de plus.

C'est le désormais célèbre épisode de Deraa qui va tout déclencher. La colère gronde et peu à peu se fait entendre. Il faut dire que tous les ingrédients sont réunis : la corruption du pouvoir, la situation économique des populations rurales... De nombreux Syriens ont dû abandonner leur région en raison de la grande sécheresse qui ravage leurs terres depuis plusieurs années déjà. Certains, originaires de Khabour, dans le nord-est du pays, partiront jusqu'à Deraa, tout au sud, à la frontière jordanienne. Ils y vivent le plus souvent dans des tentes de fortune, parfois même dans des ruines.

À Deraa, une poignée d'adolescents, d'enfants même pour certains, âgés de 10 à 16 ans, peignent en février des slogans contre Bachar el-Assad, qui a une formation d'ophtalmologue, sur un mur de leur école : « Ton tour arrive, docteur ! » Ils sont retrouvés, arrêtés, torturés. « Ils nous fouettaient les pieds avec des câbles électriques, raconte Mohamed⁵, l'un de ces enfants, interrogé par *Le Monde*. Certains de mes amis sont revenus d'interrogatoire avec les doigts en sang, après qu'on leur eut arraché les ongles. Ils voulaient à tout prix nous faire dire qu'il y avait quelqu'un derrière nous, que nous avions été manipulés par un agent étranger. »

Après plusieurs semaines de détention, des parents, accompagnés d'un cheikh* de leur clan, partent à la rencontre d'Atef Najib, le chef de la sécurité pour la province de Deraa. Najib,

* Un cheikh, chez les musulmans, est un terme de respect qui s'applique aux savants, aux religieux et à toutes les personnes respectables.

qui n'est autre que le cousin de Bachar el-Assad, refuse de libérer les enfants : « Oubliez-les et allez retrouver vos femmes. Elles vous en donneront d'autres. Et puis, si vous n'êtes pas capables de leur faire des enfants, amenez-nous vos femmes. On le fera pour vous ! » Ces paroles, dont il est impossible de vérifier l'authenticité, se répandent immédiatement en ville. La première manifestation est organisée le 15 mars. Ils sont quelques dizaines devant le palais de justice. La répression fait plusieurs victimes. Leurs funérailles, le lendemain, poussent une foule bien plus importante à descendre dans les rues. Une fois les victimes portées en terre, les militaires se déploient autour des lieux. Un premier jeune jette une pierre dans leur direction. Puis un deuxième. Et un troisième. La riposte des soldats sera encore plus violente. Les habitants de Deraa ne le savent pas encore mais ils viennent de lancer la révolution.

« C'est maintenant ou jamais », pensent alors les Syriens osant braver cette chape de plomb sécuritaire qui pèse sur leurs épaules depuis des décennies. À la fois parce que le printemps arabe donne un espoir au peuple syrien, mais aussi parce que l'histoire des enfants de Deraa fait le tour du pays et révolte la population.

« Nous ne savons pas immédiatement que de tels événements sont en train de se produire. Quelques amis nous disent qu'il se passe des choses à Deraa et que l'on devrait regarder », reconnaît Robert Ford⁶. Les diplomates américains épluchent les pages Facebook accessibles mais n'ont aucun contact sur place. « L'ambassade américaine est systématiquement empêchée par le gouvernement syrien de rencontrer des citoyens, se justifie-t-il. Les services secrets font tout pour nous rendre la tâche difficile et nous empêcher de le faire. De temps en temps, on y arrive, mais ce n'est pas facile. Donc on ne peut pas rencontrer beaucoup de gens. Ils parviennent à diminuer nos contacts avec l'extérieur, mais ils ne les éliminent pas

complètement. Ils sont simplement réduits. » L'ambassade française, elle, envoie discrètement un de ses diplomates à Deraa prendre le pouls. Il y entend de nombreux slogans antirégime, mais aucun ne vise directement Bachar el-Assad.

Lorsque les premières manifestations éclatent à Damas, les Occidentaux peuvent suivre plus facilement le mouvement et échanger avec les protestataires. Les Américains ont plusieurs contacts parmi les manifestants qui les préviennent dès qu'un nouveau rassemblement est organisé. L'ambassadeur ne se rend pas sur place par crainte que ce ne soit interprété comme un positionnement politique, mais il envoie un jeune diplomate sur les lieux pour observer et tenter de mieux comprendre la situation. Lors de l'une de ces manifestations, un représentant de la section politique de l'ambassade américaine est pris dans une arrestation de masse. Il passera plusieurs heures en détention à entendre des hurlements de douleur, laissant penser que des manifestants sont battus ou torturés dans les geôles voisines.

Les appels à manifester tous les vendredis s'organisent rapidement sur Facebook et sont relayés très largement. Dans l'entourage de Bachar el-Assad, on ne s'attendait pas à la naissance d'un tel mouvement. Firas Tlass, un homme d'affaires qui a longtemps été proche du régime et de la famille régnante, côtoie alors tous les cadres du pouvoir. Selon lui, même lorsque les événements ont pris de l'ampleur en Tunisie et en Égypte, les dirigeants syriens n'ont rien vu venir. « Ils disaient que la Syrie n'est pas un pays comme les autres, qu'ici on aime notre président, raconte-t-il⁷. Ils le disaient publiquement mais ils le disaient aussi entre eux, en privé, donc ils le pensaient vraiment. Ils savaient qu'ils avaient implanté la peur au sein du peuple qui, du coup, ne bougeait pas. Et ils pensaient qu'il continuerait à ne pas bouger. Personne n'imaginait que cela va prendre cette ampleur. » Très rapidement, l'appareil sécuritaire se met en branle. Hors de question de

laisser ce mouvement de contestation se développer et gagner l'ensemble du pays.

Les Iraniens, qui se révéleront plus tard être des alliés aussi acharnés qu'essentiels du régime, assurent eux aussi appeler leurs amis syriens à la raison. « Dès le début de cette crise, nous avons attiré l'attention du gouvernement syrien en lui disant qu'il fallait faire attention et qu'il réponde aux revendications du peuple, assure Ali Ahani, vice-ministre iranien des Affaires étrangères⁸. Ils l'ont écouté. Ils ont essayé de préparer certaines réformes. Mais pour réaliser ces réformes, il faut préparer le terrain. Il faut calmer le jeu. »

Derrière cette façade, Téhéran refuse publiquement de reconnaître que le gouvernement syrien emploie tous les moyens possibles pour faire taire ce début de contestation. « Ce n'est pas du tout acceptable pour nous de laisser dire que le gouvernement syrien torture des enfants pour lutter contre les hommes armés ou les éléments terroristes qui sont là et qui provoquent. C'est faux, ce n'est pas la réalité », assure Ahani⁹. Le régime iranien reprend la rhétorique de Damas et dénonce la présence de groupes armés « financés et armés par l'étranger ». À en croire son vice-ministre des Affaires étrangères, « c'est ce qui a reporté la réalisation des réformes voulues par le président Assad ».

« Il y a certains éléments qui tirent sur l'armée, sur les civils et sur les différentes personnes dans la rue pour provoquer, poursuit-il. Le gouvernement a été obligé de réagir, et c'est regrettable. Mais il ne faut jamais donner ce sentiment au peuple syrien qu'il y a d'autres pays qui décident pour lui et qu'il doit obéir. Ça, c'est catastrophique ! »

« Les Syriens, c'est un peuple fier qui souffre davantage d'un complexe de supériorité que d'infériorité, complète un officiel français, fin connaisseur du pays¹⁰. Ils se considèrent

comme l'un des plus anciens peuples de la Terre. Un des plus anciens peuples civilisés. Et le poids des parrains manque parfois, il faut le dire, de discrétion, de subtilité. »

LES « CHIENS »

Si l'incarcération et la torture des enfants de Deraa ont été l'étincelle, Firas Tlass assure que la société syrienne était prête à se soulever. Ami de longue date du président syrien, il lui fait parvenir une lettre une semaine après les événements de Deraa dans laquelle il lui explique être en contact avec certains manifestants. Il lui fait également des suggestions dans les domaines politiques et sécuritaires pour proposer une sortie de crise rapide. Le soir même, Mohammed Abou Salim Daaboul, le chef de cabinet du président, téléphone à Firas Tlass : « Si tu les connais, dis à ces chiens qu'ils restent chez eux ! On fera les changements après. »

L'entourage d'Assad veut faire croire à sa volonté de réformes et assure que les manifestants sortent dans la rue... justement pour empêcher la réalisation de ces réformes !

En mars, le régime libère deux célèbres opposants : Haytham el-Maleh et Riad Seif. Ils recevront ensuite pendant des mois de nombreuses visites d'ambassadeurs occidentaux (américain, français, mais aussi britannique et allemand) à leurs domiciles respectifs.

Haytham el-Maleh, qui goûte à nouveau aux « joies » de la liberté après deux ans d'incarcération, reçoit donc Robert Ford chez lui. El-Maleh vit à deux pas de plusieurs ministères. Ford s'y rend le plus souvent avec un conseiller politique, parfois avec un autre ambassadeur. Il répète inlassablement de tout faire pour éviter de provoquer la violence du régime.

Mais un dialogue de sourds s'installe entre l'opposant et l'ambassadeur.

« Les chars n'ont pas tiré sur les manifestants en Égypte, ils ne vont pas nous tirer dessus non plus ici en Syrie, assure el-Maleh.

– Mais les chars égyptiens viennent des États-Unis et nous n'allons pas les laisser utiliser ces chars contre des manifestants. On leur dit : “Vous ne pouvez pas faire ça.” On ne donnerait plus de matériel militaire si jamais ils faisaient une chose pareille. Vous croyez vraiment que les Russes vont dire la même chose à l'armée syrienne ? Ce n'est pas la même situation qu'en Égypte, c'est différent.

– L'armée ne nous tirera pas dessus, nous sommes tous des Syriens. »

Le représentant de Washington n'en croit pas ses oreilles : « Ils avaient une perception remarquablement naïve du régime qu'ils avaient en face d'eux. Et ce, malgré le fait qu'ils aient été emprisonnés ! C'était une grave erreur de leur part¹¹. »

Fin mars, à Damas, Bachar el-Assad reçoit sa garde rapprochée à son domicile du quartier d'al-Muhajirin. Sont présents : Maher, son frère et chef de la redoutée 4^e division blindée ; Mohamed Makhoul, son oncle ; Assef Chawkat, son beau-frère et homme fort du ministère de la Défense ; Rami et Hafez Makhoul, ses cousins. Selon un ancien proche de plusieurs participants, le clan Assad décide lors de cette discussion d'aller jusqu'au bout et de ne pas laisser une miette de terrain à l'opposition. Le lendemain, le président syrien convoque les principaux responsables sécuritaires : ministre de la Défense, chef d'état-major, chef des grandes divisions et de la garde présidentielle, etc. De 7 à 13 heures, il leur donne la ligne à tenir et s'assure d'être bien entendu : « Si on abandonne le pouvoir, ils vont tous nous tuer. Il faut que l'on soit solidaire et que l'on aille jusqu'au bout. On a du soutien

de l'extérieur, on peut tenir. » Ce soutien, c'est notamment celui de l'Iran.

Les interlocuteurs occidentaux du régime, essentiellement les ambassadeurs basés à Damas, persistent à essayer de faire entendre raison à l'entourage du président. Car ils sentent une division au plus haut niveau de l'État. Au moins deux lignes existeraient dans une guerre d'influence pour savoir qui l'emportera.

D'un côté, les partisans d'une ligne très dure, sécuritaire. C'est le cas d'une grande partie de la famille Assad : Maher, le frère du président, mais aussi les Makhoulf et les Chaliche, deux familles qui lui sont liées par alliances. Les services de renseignement partagent leur vision, notamment Jamil Hassan, le très redouté chef des renseignements de l'armée de l'air.

D'un autre côté, certains profils plus politiques semblent, selon des témoins, souhaiter une réponse moins radicale. Sans vouloir faire de la Syrie une démocratie à l'européenne, Bouthaina Chaabane, conseillère du président, ou Walid Mouallem*, son ministre des Affaires étrangères, semblent penser que la voie répressive n'est pas forcément la meilleure.

Bouthaina Chaabane et Walid Mouallem seraient allés rencontrer Bachar el-Assad pour lui faire part de leur point de vue. « Mais de quoi avez-vous peur ? leur aurait rétorqué le dirigeant syrien. Il n'y a pas de raison d'être effrayé ! Nous resterons et nous vaincrons. »

Les conseillers politiques du président ne sont pas écoutés. Les Occidentaux non plus. Le clan s'est déjà refermé un peu plus sur lui-même, c'est la ligne dure qui l'a emporté. Il n'y aura pas de retour en arrière.

* Walid Mouallem a été ministre des Affaires étrangères de février 2006 jusqu'à son décès en novembre 2020.

Claude Guéant, fidèle d'entre les fidèles de Nicolas Sarkozy, a rencontré à plusieurs reprises le président syrien. Il estime que Bachar el-Assad est quelqu'un capable d'écouter le discours des autres et d'en être convaincu, mais qu'il a aussi une raideur intellectuelle telle qu'il ne peut donner l'apparence de céder. À aucun moment, le raïs syrien ne se laissera aller à cela. Bien au contraire. À une exception près. Ou presque.

Claude Guéant a quitté l'Élysée fin février 2011 pour endosser le costume de premier flic de France. Bachar el-Assad envoie régulièrement le Libanais Michel Samaha* à Paris pour faire passer des messages à Nicolas Sarkozy *via* celui qui est désormais ministre de l'Intérieur. Le 30 mars, deux semaines après les premières manifestations de Deraa, Michel Samaha déboule dans le bureau de Claude Guéant, place Beauvau. Samaha vient tout juste d'atterrir en provenance de Beyrouth. « Vous allez être content, il y a du changement, lance-t-il à Guéant. J'ai vu le président Assad hier, il va faire ce soir un discours qui va être la traduction de tout ce qu'il vous a promis et de tout ce que vous lui avez demandé en termes de modification institutionnelle de la Syrie. Il va annoncer un changement de la Constitution, la liberté de la presse et la libération des prisonniers politiques. »

Le président syrien, qui doit en effet prononcer un discours le soir même devant le Parlement, serait-il finalement enclin à lâcher (un peu) de lest et répondre aux demandes des manifestants ?

* Michel Samaha, ancien ministre libanais du Tourisme et de l'Information, est un proche de Bachar el-Assad. En 2013, il a été condamné à treize ans de travaux forcés pour avoir transporté des explosifs visant à commettre des attentats au Liban en collaboration avec les services syriens.

Lorsqu'il entre dans l'enceinte de l'Assemblée, en plein cœur de Damas, Assad est accueilli par les chants enflammés des députés : « Par notre sang, par notre âme, nous nous sacrifierons pour toi, Bachar ! » Le chef de l'État, qui vient de changer son gouvernement (en fonction depuis 2003), promet de lutter contre la corruption et le chômage. Il dénonce une conspiration des « ennemis de la Syrie ». Mais il n'annonce ni la fin de l'état d'urgence, ni de grandes réformes susceptibles d'apaiser la colère de la rue ou les critiques des capitales étrangères.

« Ce discours était cataclysmique, con, stupide, assène un diplomate européen qui le suit en direct à la télévision depuis son ambassade de Damas¹². Ce serait drôle si ce n'était pas si tragique. Après le discours creux de Bachar, les députés se précipitaient sur lui en lui disant : "Il faut t'élire président du monde !" »

Aux yeux de ce diplomate et de ses collègues, Assad peine à gérer la crise et a systématiquement un train de retard : « Après Deraa, par exemple, on s'est dit qu'il allait se rendre sur place deux jours plus tard pour présenter ses excuses, virer son cousin qui était responsable de ce qu'il s'était passé, destituer le gouvernement, et puis voilà. Mais il ne s'est rien passé de tout ça ! Il a reçu les chefs de tribu de Deraa pour s'excuser, mais c'était chez lui, à Damas, il n'est pas allé à Deraa. Et c'était un mois après les faits ! C'était assez pitoyable... »

Début avril, la contestation gagne Homs, située entre la capitale et la côte méditerranéenne. « La première victime dans la ville était du côté du régime, c'était un garde du club des officiers », assure Elia Samman, membre du Parti social nationaliste syrien, un mouvement d'opposition toléré par le régime¹³. « Il a été tué de manière très brutale, ils lui ont tapé sur la tête avec des briques. Je l'ai vu de mes propres yeux, assure-t-il. Mais ce n'est pas une excuse pour réprimer si

violemment. La semaine suivante, il n'y a eu aucun mort côté régime et la police a quand même tiré sur la foule. » Là aussi, les Américains n'ont pas de contact sérieux et ont du mal à démêler le vrai du faux. Ils n'osent appeler au téléphone les rares personnes qu'ils ont déjà rencontrées sur place de peur d'être sur écoute et de les mettre en danger.

Elia Samman affirme, lui, que des hommes non identifiés ont attisé les violences de part et d'autre. Des hommes postés sur les toits auraient, selon lui, tiré depuis le même endroit sur les manifestants, puis sur les policiers. L'identité de ces tireurs embusqués n'est pas connue. Des *moukhabarats** ? Des islamistes qui tentent de faire dégénérer le conflit ? Impossible de l'affirmer formellement, mais, selon plusieurs témoignages, des forces de renseignement du régime auraient ouvert le feu sur les forces de sécurité régulières, soit pour les obliger à être totalement loyales à l'égard du régime, soit pour donner l'impression qu'il y avait de la violence du côté des manifestants. Notamment à Deraa et dans la région du Hauran.

Un diplomate français est persuadé que le mouvement était alors entièrement pacifiste, que les islamistes n'avaient pas encore gagné leurs rangs et ne pouvaient donc pas en profiter.

L'ORDRE PAR LE SANG

Très rapidement, on réprime dans les rues de Homs. La réaction du régime ne laisse place à aucune discussion. Les manifestants réclament désormais sa chute, ce qu'ils s'abstiennent de faire jusque-là. L'ambassade de France alerte Paris sur ce mouvement qui prend de l'ampleur. Mais elle précise dans ses communications que les autorités vont employer la

* Les *moukhabarats* sont des membres des services de renseignement.

manière forte pour mater le soulèvement et que des éléments structurels font penser qu'une chute imminente du pouvoir est très peu probable.

À Paris, les services de renseignement intérieur, la DCRI*, sont en lien étroit avec leurs homologues syriens. Les *moukhabarats* assurent aux Français que des cellules islamistes radicales irakiennes se sont déjà déplacées sur le territoire syrien, se sont mêlées aux opposants et commencent à instaurer une certaine animosité dans le mouvement. « Ils sont les premiers à détecter le transfert des réseaux dormants d'Irak qui viennent s'installer en Syrie pour islamiser un peu le mouvement d'opposition », explique Bernard Squarcini, le patron de la DCRI¹⁴.

Les premiers slogans confessionnels font leur apparition dans les rues. Elia Samman, originaire de Homs, a participé à toutes les manifestations dans sa ville avant de devenir directeur de cabinet d'Ali Haïdar, le ministre de la Réconciliation nationale, lui aussi un opposant de l'intérieur « toléré ». Le 8 avril 2011, il est dans la rue. « Pour la première fois, j'ai vu une banderole : "On est contre l'Iran et le Hezbollah. On veut un président musulman !" » affirme-t-il¹⁵. Un président musulman, autrement dit un président sunnite (comme la majorité de la population syrienne... et comme les mouvements islamistes), contrairement à la famille Assad qui est alaouite (une secte proche du chiïsme), et contrairement à l'Iran et au Hezbollah chiïtes.

« Ça m'a choqué de voir ça moins d'un mois après le début de la révolution, poursuit Elia Samman¹⁶. On ne peut pas ignorer qu'il y a une conspiration, que cette révolution nous a été volée. Et le meilleur moyen de le faire, c'était de semer la terreur en faisant couler le sang. »

* La DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) a été rebaptisée DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure) en mai 2014.

Les Américains tentent alors de convaincre les opposants qu'un dialogue avec le gouvernement est nécessaire. Mais les figures de cette opposition sont réticentes. Pour elles, pas de doute, Assad s'apprête à fuir comme Ben Ali l'a fait en Tunisie. Toute négociation serait donc inutile. Au fil des semaines, un constat s'impose pourtant : le gouvernement ne flanchera pas si facilement.

Fin avril, les opposants finissent par accepter le dialogue. Mais le gouvernement, lui, n'entend pas discuter. Les Occidentaux présents sur place font pression sur Bouthâïna Chaabane ou encore auprès du général Nasif Kheirbek, un cadre sécuritaire, pour qu'ils parlent aux manifestants. En vain.

Bouthâïna Chaabane joue la carte de la naïveté : « On veut leur parler, aidez-nous à le faire. Le problème, c'est que l'on ne sait pas à qui s'adresser ! » L'ambassadeur américain propose de recevoir dans un premier temps un groupe élargi avant de choisir à qui s'adresser plus spécifiquement. Mais Ford refuse de donner des noms au gouvernement : « J'ai appris de mon expérience en Irak qu'à chaque fois que les Américains choisissent quelqu'un, cela s'avère être la mauvaise personne. Alors je ne veux pas choisir qui que ce soit¹⁷. »

Début juin, les représentants américain, britannique et français sont dans le bureau de Walid Mouallem. Les trois Occidentaux insistent encore et toujours : « Ça va vraiment dégénérer et devenir violent, vous devez dialoguer avec l'opposition. » Mouallem réclame lui aussi de l'aide pour organiser cet échange.

Robert Ford, Simon Collis et Éric Chevallier retournent voir les opposants. Ces derniers donnent leur feu vert mais veulent d'abord se réunir entre eux pour se coordonner. La rencontre avec le gouvernement est prévue pour le lundi. Les opposants décident de se réunir le samedi précédent dans

un auditorium de Qaboun, un quartier de la capitale. Mais, peu avant le jour J, les autorités leur refusent la permission d'utiliser les lieux. Les opposants appellent les ambassadeurs occidentaux qui avaient joué les entremetteurs. Robert Ford est en pleine visite d'un site touristique de la capitale. Sur place, il prend son téléphone portable et appelle Bouthaina Chaabane : « Vous avez dit que vous vouliez parler à l'opposition. Vous avez demandé notre aide et maintenant vos services de sécurité bloquent tout. Vous ne pouvez pas être crédible si vous dites quelque chose et faites le contraire ensuite. Donc, si vous êtes crédibles, ouvrez cet auditorium ! » Quelques instants plus tard, le représentant de l'opposition rappelle Ford : « C'est bon, nous avons l'autorisation. » Mais lorsque les opposants tentent d'entrer dans l'auditorium, les *moukhabarats* interviennent, ferment les lieux et embarquent une bonne partie des personnes présentes.

Le mois suivant, le gouvernement organise sa propre négociation. « Mais il n'invite que des gens qui ne sont pas en relation avec les manifestants et qui n'ont aucun poids, soupire Robert Ford¹⁸. C'est comme si le régime voulait bien dialoguer, mais uniquement avec lui-même ! Ou alors avec un semblant d'opposition, pas la réelle opposition. C'est quelque chose qui n'a jamais changé jusqu'à aujourd'hui. »

CHAPITRE 2

Le tournant des armes

Le 9 mai, le *New York Times* publie une rare interview de Rami Makhlouf, le cousin de Bachar el-Assad. L'homme, qui détient à lui seul une grande part de l'économie syrienne grâce à ses nombreuses sociétés, est honni des manifestants qui le brocardent régulièrement dans les cortèges. « S'il n'y a pas de stabilité chez nous, il n'y en aura pas non plus en Israël. [...] Nous n'allons pas partir, nous n'allons pas quitter le navire. Nous allons nous battre jusqu'au bout », promet-il. Et le cousin du président met déjà en garde contre le risque islamiste : « Nous n'accepterons pas cela. Notre peuple se battra contre eux. Vous savez ce que cela veut dire ? Cela veut dire la catastrophe. Et nous avons beaucoup de combattants. »

Robert Ford lit l'entretien et appelle immédiatement Bouthaina Chaabane. Il la met en garde une nouvelle fois, une telle interview ne les aidera pas à devenir crédibles si les dirigeants syriens veulent réellement trouver une solution en partenariat avec les Américains. Bouthaina Chaabane promet de se renseigner. Elle raccroche avant de rappeler un peu plus tard dans la journée :

« Le président était furieux contre Rami et lui a ordonné de ne plus donner d'entretien.

– Mais est-ce que c'est parce qu'il dit la vérité aux médias ?